

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

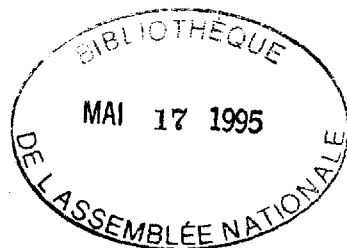
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 85

Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale

Présentation

**Présenté par
M. Marcel Landry
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et
de l'Alimentation**



**Éditeur officiel du Québec
1995**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation afin notamment de réviser les modalités et les conditions de remboursement de la partie des taxes foncières remboursée par le ministre. À cette fin, le projet de loi établit les nouvelles bases de calcul du remboursement.

Ce projet de loi supprime le pouvoir du ministre d'exclure du remboursement les taxes foncières attribuables à certains immeubles. Les immeubles qui ne feront pas partie d'une exploitation agricole seront déterminés par règlement du gouvernement. Il supprime également le versement des avances sur le remboursement, l'obligation de rembourser le ministre pour la superficie non productive de l'exploitation agricole ainsi que l'obligation de retourner au ministre certaines sommes dans le cas d'autorisation accordée par la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

Par ailleurs, ce projet de loi étend le droit à un remboursement aux exploitations agricoles enregistrées qui n'ont pas généré le revenu brut minimum fixé, en raison d'une production animale nouvelle en phase de démarrage ou parce que la production est limitée temporairement pour des causes naturelles exceptionnelles.

De plus, ce projet de loi prolonge la période pendant laquelle une exploitation agricole peut être enregistrée aux fins du remboursement jusqu'au 31 mars de l'année qui suit l'expiration de l'exercice financier pour lequel une demande de remboursement est faite.

Le projet prévoit aussi que l'exploitation agricole devra avoir généré un revenu brut minimal pour avoir droit à un remboursement de taxes. À cette fin, il permet au gouvernement, par règlement, de définir les conditions d'enregistrement, de fixer le montant du revenu brut minimal donnant droit au remboursement et, s'il y a lieu, de déterminer des exemptions.

Enfin, ce projet de loi fixe à trente jours le délai pendant lequel un appel de certaines décisions du ministre pourra être fait auprès de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec. Il contient aussi des modifications de concordance ainsi que des dispositions transitoires.

Projet de loi 85

Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 36.2 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14) est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 1° du premier alinéa, des mots «et l'était à un moment quelconque de l'exercice financier pour lequel une demande de remboursement est faite»;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne du paragraphe 3° du premier alinéa, des mots «ou s'il est démontré» par « , s'il est démontré » et par l'addition, à la fin, de « , s'il s'agit d'une production animale nouvelle en phase de démarrage destinée à produire un tel revenu ou si la production est temporairement limitée en raison de causes naturelles exceptionnelles; »;

3° par l'addition, après le paragraphe 3° du premier alinéa, des suivants:

«4° qui a généré un revenu brut égal ou supérieur au montant fixé par règlement, sauf si l'exploitation agricole bénéficie d'une exemption déterminée par règlement;

«5° qui a acquitté la cotisation annuelle prévue à la section VIII de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28). »;

4° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot «écrit», des mots «et transmise»;

5° par l'insertion, dans la deuxième ligne du troisième alinéa et après le mot « écrit », des mots « et transmise ».

2. L'article 36.3 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

3. L'article 36.4 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **36.4** Le montant remboursé par le ministre est calculé à partir de l'un des montants suivants:

1° le montant des taxes foncières et des compensations admissibles au remboursement;

2° le montant représentant 2 % de la valeur totale des immeubles situés dans la zone agricole et faisant partie de l'exploitation agricole;

3° le montant représentant 30 % du revenu brut généré par l'exploitation agricole au cours de l'année civile qui s'est terminée avant le début de l'exercice financier pour lequel une demande de remboursement est faite.

Le montant remboursé correspond au moindre de ces montants lorsque celui-ci est inférieur à 300 \$.

Lorsque le montant réclamé est supérieur à 300 \$, le ministre rembourse, sans toutefois jamais rembourser un montant supérieur au moindre des montants mentionnés au premier alinéa, un montant total correspondant au résultat obtenu en additionnant:

1° un montant de 300 \$;

2° 70 % des taxes foncières scolaires, des compensations et du montant des taxes foncières municipales que l'on obtient en multipliant par le taux d'imposition la valeur totale des immeubles, jusqu'à concurrence de 800 \$ par hectare dans le cas du terrain, pour la partie des taxes foncières et des compensations qui excède 300 \$;

3° 90 % du montant que l'on obtient en multipliant par le taux d'imposition la partie de la valeur du terrain qui excède 800 \$ par hectare.

Toutefois, dans le cas d'une exploitation agricole qui n'a pas généré en produits agricoles un revenu brut moyen d'au moins 150 \$ par hectare compris dans la zone agricole au cours de l'année civile

qui s'est terminée avant le début de l'exercice financier pour lequel une demande de remboursement est faite, pour l'une des raisons mentionnées au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 36.2 ou qui bénéficie d'une exemption de l'obligation de générer le revenu brut minimal pour être admissible au remboursement, le ministre ne tient pas compte dans son calcul du paragraphe 3° du premier alinéa. ».

4. Les articles 36.5 et 36.6 de cette loi sont abrogés.

5. L'article 36.7 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **36.7** Le ministre rembourse le montant établi conformément à l'article 36.4 dans les 60 jours qui suivent la date de la réception de la demande de remboursement. ».

6. L'article 36.8 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, de « ou lorsqu'elle accorde l'autorisation d'utiliser cette exploitation ou cette partie à des fins de développement résidentiel, commercial ou industriel, » ;

2° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « ou d'autorisation » ;

3° par la suppression du troisième alinéa ;

4° par la suppression, dans la première ligne du quatrième alinéa, des mots « ou de l'exploitation enregistrée » ;

5° par le remplacement, dans la première ligne du cinquième alinéa, du mot « quatrième » par le mot « troisième ».

7. L'article 36.9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « quatrième » par le mot « troisième ».

8. L'article 36.12 de cette loi est modifié par la suppression, au paragraphe 1°, des mots « et de la demande d'avance » et, au paragraphe 2°, des mots « et la demande d'avance ».

9. L'article 36.13 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, de « de l'article 36.2 n'est pas respectée, qui effectue une exclusion prévue au troisième alinéa de l'article 36.3 ou qui effectue une réduction prévue à l'article 36.5 » par « ou 4° de l'article 36.2 n'est pas respectée ».

10. L'article 36.14 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « dans les trente jours de la date d'expédition de la copie de cette décision. ».

11. L'article 36.15 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 1°, des mots « et « produit agricole » » par « , « produit agricole » et « revenu brut » » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1°, des suivants :

« 1.1° déterminer les conditions d'enregistrement d'une exploitation agricole ;

« 1.2° déterminer le revenu brut minimal que doit générer une exploitation agricole enregistrée pour être admissible au remboursement des taxes foncières et des compensations ;

« 1.3° exempter, aux conditions et pour la période qu'il détermine, une exploitation agricole de l'obligation de générer le revenu brut minimal pour être admissible au remboursement ; » ;

3° par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe 4°, du mot « annuel » ;

4° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 5°, du mot « annuel » ;

5° par la suppression du paragraphe 8°.

12. L'article 131.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), modifié par l'article 30 du chapitre 30 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots « d'avance sur le » par le mot « de » ;

2° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, de « à l'article 36.6 » par « au deuxième alinéa de l'article 36.2 » ;

3° par la suppression, dans les sixième, septième et huitième lignes du deuxième alinéa, de « ou, à défaut, la demande de remboursement de ces taxes et compensations qui est prévue au deuxième alinéa de l'article 36.2 de cette loi ».

13. Pour l'application de la section VII.1 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ainsi que de toute disposition législative ou réglementaire visant une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 36.15 de cette loi, tant que l'expression « exploitation agricole » définie à ce règlement n'est pas modifiée, n'est pas compris dans l'exploitation agricole tout immeuble principalement utilisé ou destiné à des fins d'habitation, d'industrie, de commerce, d'agrément, de loisir ou de sport.

Cette exception ne vise pas un immeuble principalement utilisé ou destiné, soit aux fins de la transformation d'un produit agricole provenant de l'exploitation agricole, soit aux fins du conditionnement ou de la commercialisation d'un tel produit agricole à l'état brut ou transformé sur les lieux de l'exploitation agricole.

14. La présente loi a effet aux fins du remboursement des taxes foncières et des compensations payables pour tout exercice financier scolaire à compter de celui de 1995-1996 et pour tout exercice financier municipal à compter de celui de 1996.

15. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.